

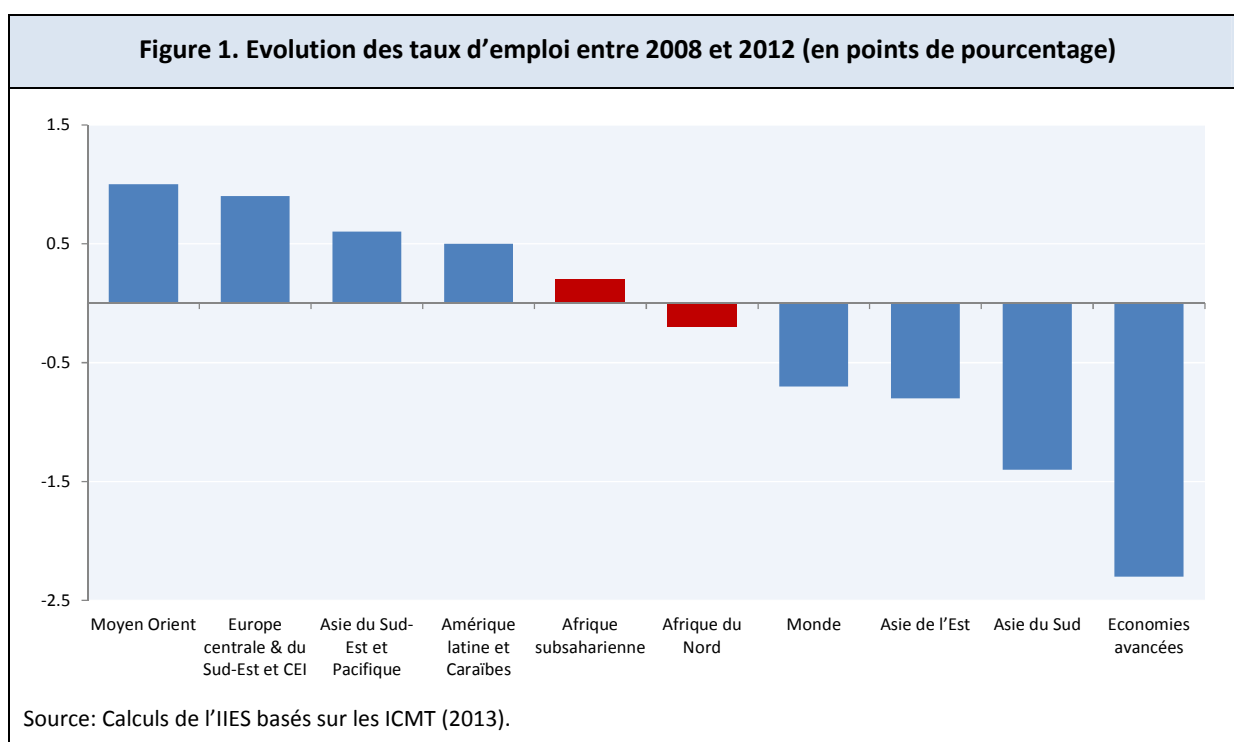
# Rapport sur le travail dans le monde 2013

## Aperçu de l'Afrique

### En Afrique, les taux d'emploi sont hétérogènes...

- En Afrique subsaharienne (ASS), le taux d'emploi<sup>1</sup> a continué d'augmenter par rapport aux taux d'avant la crise en 2008 (figure 1). Avec 65,1 pour cent en 2012<sup>2</sup>, le taux d'emploi pour la région se situait à 0,2 point de pourcentage au-dessus de son niveau de 2008, avant la crise (64,9 pour cent). L'Afrique du Sud constitue une exception notable à cette tendance, avec une chute de 3,5 points de pourcentage du taux d'emploi entre 2008 et 2012<sup>3</sup>.
- En Afrique du Nord d'un autre côté, le taux d'emploi a légèrement diminué depuis 2008. Il a baissé de 0,2 point de pourcentage, passant de 44,3 pour cent en 2008 à 44,1 pour cent en 2012.

Figure 1. Evolution des taux d'emploi entre 2008 et 2012 (en points de pourcentage)



- Les taux de chômage en Afrique sont restés relativement stables depuis l'éclatement de la crise (0,1 point de pourcentage de hausse entre 2008 et 2012). Néanmoins, la hausse du nombre de chômeurs pendant cette période était presque 2 points de pourcentage plus élevée pour les hommes que pour les femmes.
  - Le taux de chômage a légèrement augmenté en Afrique du Nord, passant de 9,1 pour cent en 2008 à 10,3 pour cent en 2012, mais il reste inchangé en ASS, à 7,5 pour cent. Entre 2013 et 2015, le nombre de chômeurs devrait augmenter de 5 pour cent dans les deux sous-régions d'Afrique du Nord et d'ASS.

<sup>1</sup> Le taux d'emploi est défini comme le ratio entre les personnes qui ont un emploi et la population en âge de travailler.

<sup>2</sup> En raison du manque d'informations concernant les chiffres de l'emploi pour la majorité des pays de l'ASS, les taux régionaux d'emploi, de chômage et d'emploi informel de ce document s'appuient sur la base de données des ICMT de l'OIT. Veuillez noter que les chiffres des ICMT sont harmonisés pour prendre en compte les différences de collecte des données et de méthodologies des tableaux à l'échelle nationale.

<sup>3</sup> Laborsta (Indicateurs à court terme du marché du travail), 2013

- Le taux moyen du chômage des jeunes en Afrique était de 13,4 pour cent en 2012, soit 0,3 point de pourcentage supérieur au taux antérieur à la crise, de 13,1 pour cent en 2008. La hausse était principalement imputable à l'augmentation enregistrée en Afrique du Nord où les taux ont grimpé de 20,3 pour cent en 2008 à 23,8 pour cent en 2012, tandis que ceux de la sous-région d'ASS demeuraient stables à 11,9 pour cent.
- La qualité de l'emploi demeure un sujet de préoccupation dans l'ensemble de la région: En ASS, la part de l'emploi informel<sup>4</sup> avoisine les 54 pour cent dans 16 pays d'ASS pour lesquels nous disposons d'informations; certains pays (à savoir la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mali et le Rwanda) ayant atteint des taux supérieurs à 70 pour cent. Cela pose plusieurs problèmes, pas seulement d'un point de vue économique (les entreprises informelles sont souvent moins productives) mais aussi en termes d'exclusion sociale puisque la plupart des individus travaillant dans l'économie informelle, ou qui sont employés de manière clandestine dans le secteur formel de l'économie, bénéficient d'une protection sociale et de perspectives d'avancement limitées bien qu'ils soient les plus exposés à des conditions de travail dangereuses et insalubres.

### *Les classes moyennes ont progressé en Afrique, mais la pauvreté et les inégalités restent fortes*

- Le rapport constate que malgré l'essor de la catégorie des ménages aux revenus intermédiaires dans de nombreuses économies, l'immense majorité de la population se compose toujours de pauvres et de personnes qui vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté. Cela illustre la fragilité du progrès économique. Bien qu'il y ait eu de grands progrès en matière de réduction des inégalités de revenus, des efforts supplémentaires sont nécessaires. Dans l'ensemble, on observe que l'éducation, la santé et le développement humain en généralement sont corrélés avec l'élargissement des classes moyennes en Afrique<sup>5</sup>.
- La catégorie des revenus intermédiaires représentait une plus grande partie de la population au Gabon (22 pour cent) et au Cap vert (25 pour cent) en 2010 qu'en 1999 avec, respectivement, 6,3 et 12 pour cent. Les quasi-pauvres (ceux qui sont juste au-dessus du seuil de pauvreté) se sont multipliés dans les deux pays au cours de la même période, mais moins que dans d'autres économies africaines, en raison du recul de la pauvreté. La vitalité de la croissance a sans doute joué un rôle dans les deux économies, mais aussi la réalisation de nombreuses priorités sociales puisque le Cap Vert en particulier fait partie du groupe des économies africaines qui sont en bonne voie pour atteindre la totalité des huit OMD d'ici à 2015.
- En Afrique du Nord, le nombre de pauvres (selon le seuil de 2 \$ par jour) a diminué de 12 pour cent entre 2008 et 2010 et de 35 pour cent au cours de la décennie écoulée (1999-2010). Dans l'intervalle, la taille de la classe moyenne a doublé en Afrique du Nord parmi les économies intermédiaires de tranche inférieure (pour lesquelles des données sont disponibles) et a plus que doublé dans celles de la tranche supérieure (dont les données sont disponibles) entre 1999 et 2010.
- Au cours des dernières années, les inégalités de revenus ont continué de reculer dans les économies africaines (à l'instar des autres économies en développement), mais elles demeurent relativement élevées. Selon les Indicateurs du développement dans le monde (WDI en anglais), le «coefficient de Gini» des inégalités de revenus est supérieur à 50 dans de nombreuses économies

<sup>4</sup> Dans tous les pays analysés (sauf l'Afrique du Sud), l'emploi dans le secteur informel est défini comme la part des personnes employées du secteur informel dans l'emploi total, hors agriculture (%). Dès lors, le volume total d'emploi dans l'économie informelle est probablement plus élevé. En Afrique du Sud, l'emploi du secteur informel intègre les travailleurs informels du secteur formel comme du secteur informel dans l'emploi total, hors agriculture (%).

<sup>5</sup> BAD, 2011.

africaines, comparé à 30 environ dans les économies avancées (à l'exception des Etats-Unis) et plus de 40 dans la majorité des pays émergents ou en développement.

### ***De même, l'instabilité économique et politique demeure un enjeu considérable aux conséquences néfastes en termes de mécontentement social...***

- L'Afrique subsaharienne a connu une légère hausse du risque de troubles sociaux<sup>6</sup> après la crise, en dépit des bonnes performances de l'économie et du marché du travail ces dernières années. Plus précisément, sur les 24 économies pour lesquelles nous avons des informations, le risque de troubles sociaux a augmenté dans 14 d'entre elles.
- Plusieurs pays d'Afrique du Nord ont connu d'importants soulèvements sociaux et des revendications populistes de justice sociale depuis 2008. Deux facteurs en sont à l'origine – les entraves à la liberté politique et la faiblesse des marchés de l'emploi.

### ***Le défi consiste à traiter les faiblesses structurelles persistantes et de proposer un cadre macroéconomique stable...***

- Il faut immédiatement s'attaquer aux faiblesses structurelles chroniques afin d'amortir les chocs à court terme et proposer un cadre économique stable, indispensable à une croissance économique durable et à la création d'emplois dans la région<sup>7</sup>.
  - Premièrement, malgré une baisse progressive des prix à la consommation pendant l'année 2012, qui devrait se poursuivre en 2013, le niveau élevé des prix des denrées alimentaires et des carburants demeure une source d'inquiétude dans la région.
  - Deuxièmement, les répercussions commerciales liées à la prolongation de la crise européenne sont une menace considérable. Une plus forte intégration régionale et des relations commerciales Sud-Sud pourraient contribuer à améliorer la demande externe ainsi que la productivité pour stimuler la compétitivité. En outre, une politique industrielle de plus grande ampleur pourrait jouer un rôle essentiel dans la promotion des secteurs qui gagnent progressivement en intensité capitaliste et en productivité. Il faudrait toutefois lui associer une politique de soutien aux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Cette stratégie équilibrée viendrait soutenir la demande de main-d'œuvre à court terme tout en favorisant la compétitivité et la croissance des emplois à plus forte valeur ajoutée à moyen et long terme.

### ***... mais des politiques de marché du travail bien conçues peuvent améliorer l'inclusion sociale***

- Des progrès ont été accomplis dans la région pour relever les défis du marché du travail, pourtant le rapport montre qu'avec des efforts supplémentaires, l'approche actuelle peut se transformer en une stratégie globale, comprenant des mesures efficaces pour traiter les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs vulnérables, surtout les jeunes et ceux du secteur informel.
- *Politiques d'emploi intégrant une politique de salaire minimum*: Le rapport relève que les programmes d'emploi et l'instauration d'un salaire minimum peuvent favoriser la reprise de

<sup>6</sup> Le risque de troubles sociaux se mesure comme la somme pondérée des perceptions par la population de cinq paramètres: la confiance dans le gouvernement, le niveau de vie, le marché local de l'emploi, le sentiment de liberté et l'accès à internet. Le poids des variables utilisées dans cet index varie de 5 pour cent pour l'accès à internet à 35 pour cent pour la confiance dans le gouvernement.

<sup>7</sup> BAD, OCDE, PNUD, CEA, 2012. Perspectives économiques en Afrique: Promouvoir l'emploi des jeunes (Paris, Editions OCDE).

l'emploi, stimuler la demande intérieure et engendrer une meilleure répartition des revenus tout en réduisant la pauvreté.

- La plupart des pays d'Afrique du Nord ont déjà mis en place des systèmes de salaire minimum mais ils ne sont entrés en fonction que récemment (2010) et leur respect est encore assez faible. Le passage d'un système de salaire minimum national à un système sectoriel couvrant une plus grande partie de la répartition des revenus permettra davantage de mobilité économique aux différents niveaux de revenus.
- Les salaires minimaux peuvent être un outil efficace pour améliorer les revenus dans l'économie informelle et pour réduire les disparités salariales. En effet, dans certains pays (Inde, Afrique du Sud et de nombreux pays d'Amérique latine), des dispositions de la législation sur le salaire minimum concernent spécifiquement les travailleurs non qualifiés/mal rémunérés ou ceux qui travaillent dans l'économie informelle. En Inde, par exemple, les salaires minimaux des «emplois listés» sont fixés pour les travailleurs non qualifiés – pour la plupart employés dans l'économie informelle. Cependant, la couverture des salaires minimaux est faible dans la région – environ 75 pour cent des pays africains pour lesquels nous disposons d'informations ne bénéficient pas d'un système universel de salaire minimum – et le niveau des salaires minimaux aurait besoin d'être revu.
- *Améliorer les politiques sociales*: Le fort pourcentage de personnes qui vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté (la population flottante) est un énorme défi pour la région. Des programmes d'assistance sociale de bonne qualité, bien ciblés, d'accès facile, comme les subventions, de meilleurs soins de santé et une meilleure éducation pourraient contribuer à conforter les acquis et à faire évoluer la population sur l'échelle des revenus.
- *Améliorer les dispositions sociales*: Il est indispensable d'améliorer les conditions de travail, surtout dans le secteur informel où la protection sociale fait défaut. Cela passe par l'extension du droit du travail, des contrats de travail standardisés et des obligations de protection sociale pour protéger les travailleurs et accroître la qualité des emplois. De bonnes dispositions sociales peuvent aussi renforcer la santé des individus et le bien-être des travailleurs du secteur informel, leur donner la capacité de s'organiser et de revendiquer de meilleures conditions de travail. A cet égard, certaines économies africaines ont mis en œuvre des mécanismes qui donnent accès à des soins de santé pour les travailleurs du secteur informel. Par exemple, une mutuelle de santé appelée UMASIDA a été instaurée en Tanzanie dès 1995 pour minimiser le problème de l'accès restreint aux services de soins pour les travailleurs informels.
- *Promouvoir un dialogue social participatif et inclusif*: la croissance économique a pris place dans certains pays alors que la liberté d'expression et la transparence demeuraient assez limitées, surtout dans les pays d'Afrique du Nord. Les soulèvements arabes montrent que sans réforme politique une réforme économique est vouée à l'échec. Introduire le dialogue social et l'améliorer là où il existe, y compris par le renforcement des organisations de travailleurs et d'employeurs qui participent à l'élaboration des politiques, figurent parmi les domaines d'action prioritaires. L'institutionnalisation d'un dialogue transparent ouvrira la voie à la stabilité politique qui est indispensable à l'investissement et à la croissance.

*Rapport sur le travail dans le monde: Réparer le tissu économique et social (disponible sur [www.ilo.org/INST](http://www.ilo.org/INST)). Pour plus d'informations, les journalistes sont invités à contacter Marva Corley (tél. +4122/799-6105, courriel: [corley@ilo.org](mailto:corley@ilo.org)) ou Verónica Escudero (tél. +4122/799-6913, courriel: [escudero@ilo.org](mailto:escudero@ilo.org)) de l'Institut international d'études sociales de l'OIT.*